

Les intrigues du palais européen

■ Le Parlement européen se penche lundi sur l’“affaire Martin Selmayr”.

■ Sa nomination éclair au poste de secrétaire général de la Commission provoque des remous.

Récit Maria Udrescu et OleB

Midi et des poussières. Le porte-parole de la Commission européenne Alexander Winterstein s’installe derrière le pupitre de la salle de presse du Berlaymont. “*Bonjour et bienvenue au midday briefing du lundi 26 février 2018*”, entame l’Autrichien sans se douter du cauchemar qui l’attend. “*Ne criez pas tous en même temps*”, lance-t-il, cinq minutes plus tard. Debout, seul, stoïque mais pris de court, il fait le décompte des mains levées dans une salle chauffée à blanc. “*Un, deux, trois, quatre, cinq, six...*” L’heure est au “damage control”.

Publié la veille par le journaliste de “Libération”, Jean Quatremer, l’article au sujet de la nomination-éclair, le 21 février, du chef de cabinet du président

Juncker, Martin Selmayr, au poste de secrétaire général de la Commission, a fait l’effet d’une bombe dans la “Brussels bubble” – le microcosme des politiques, fonctionnaires et correspondants européens. Martin Selmayr, surnommé le “Monstre” (même par son patron), aurait été parachuté de manière, disons, peu conventionnelle à la tête de la puissante administration européenne. Ou comment l’institution gardienne des traités aurait tordu ses règles pour catapulte l’Allemand de 47 ans en tant que “numero uno” de 33 000 fonctionnaires.

Martin Selmayr est réputé pour sa

brillante intelligence, sa force de travail, son flair politique. Il l'est au moins autant pour son goût du pouvoir, sa brutalité et son machiavélisme. *"La Commission n'est pas une école Montessori"*, justifiait-il dans le portrait que lui avait consacré le 31 janvier... Jean Quatremer. *"C'est le mythe d'un homme qui agit dans le noir, 'qui mange des bébés'. Le sujet est d'une tentation à laquelle un journaliste ne peut résister"*, soupire une source européenne.

A M. Winterstein revient l'impossible tâche de cantonner l'affaire à une simple procédure administrative. *"C'est une manière légale de procéder"*, explique-t-il à qui veut l'entendre. Soit personne. L'affaire Selmayr ressemble à une version européenne de la série *"House of cards"*, avec l'Allemand dans le rôle du très ambitieux Frank Underwood. Jean Quatremer décharge, décrivant les agissements de la Commission comme *"dignes d'une République bananière"*. Premier – et non dernier – dérapage du porte-parole : *"Merci pour ce discours digne de Robespierre."*

Une pénible passe d'armes

Suivra une pénible passe d'armes de plus d'une heure, puis poursuivie pendant plusieurs jours, entre un homme dont le visage devient aussi parme que sa cravate et des journalistes indignés par la langue de bois et le paternalisme offerts en lieu et place d'informations concrètes. *"J'ai expliqué les procédures et pourquoi elles avaient été respectées. Mais ce n'étaient pas les réponses que les journalistes voulaient entendre. Nous pensons que toutes les procédures ont été respectées, et la nomination d'un excellent candidat en était le résultat. L'ampleur que ça a pris nous a laissés perplexes"*, explique après coup M. Winterstein. C'est que ce scandale, nul ne l'a vu venir.

Retour en arrière. 9h39. Mercredi 21 février, jour de la réunion du collège des commissaires. L'attention des journalistes est éveillée par un e-mail annonçant que le traditionnel briefing de midi de la Commission aura lieu à 10h30. Fait inédit : il sera donné par Jean-Claude Juncker, dont les apparitions en salle de presse sont rarissimes. Flanké de Günther Oettinger, le commissaire en charge de l'Administration, le Luxembourgeois annonce la nomination de son chef de cabinet au poste de secrétaire général. *"Il a toutes les qualités pour faire ce que je lui ai demandé"*, justifie-t-il.

Certains – dont Jean Quatremer – y voient carrément une passation de pouvoir. *"C'est l'illustration de la faiblesse de Juncker, coincé entre le président du Conseil européen Tusk, qui lui vole la vedette, et Selmayr, qui contrôle la boutique"*, explique Pierre Defraigne, directeur exécutif de la Fondation Madariaga-Collège d'Europe, ancien Directeur général adjoint au commerce et ancien chef de cabinet du commissaire Pas-

cal Lamy (1999-2002).

La nouvelle prend tout le monde par surprise, événement peu courant, dans un monde où les fuites sont de mise. M. Juncker noie la nouvelle au milieu d'informations concernant d'autres remaniements, dans les rangs des directeurs généraux et directeurs généraux-adjoints, faisant grand cas de l'accès des femmes à des postes de pouvoir.

Ce qui intéresse davantage la presse, c'est de savoir pourquoi le secrétaire général Alexander Italianer a subitement présenté sa démission. A quoi riment ces efforts pour garder le secret sur son départ ? Combien de temps a pris cette procédure de nomination ? Quand les commissaires ont-ils été informés de ce jeu de chaises musicales ? Autant de questions, encore sans réponse. *"La Commission, c'est un peu comme le Vatican. Vous voyez de la fumée noire ou blanche, mais vous ne savez pas ce qu'il se passe à l'intérieur"*, ironise un *"insider"*. Un paradoxe pour une institution qui voulait faire de la transparence son leitmotiv, à l'heure où l'europhobie est en expansion. Certes, *"le parachutage est une vieille tradition de la maison"*, rappelle M. Defraigne. Reste que la nomination de M. Selmayr a quelque chose de sulfureux. Et Jean Quatremer met le doigt dessus.

25 février. Le journaliste français dévoile les coulisses du *"coup d'Etat du tridi 3 ventôse"*, détaillant les aménagements nécessaires à l'intronisation du *"Monstre"*. Martin Selmayr avait la fonction de *"directeur"* (grade noté AD15), obtenue en 2014 lorsqu'après avoir passé cinq ans dans l'équipe de la commissaire Viviane

Reding, il fut nommé au poste directeur de la Banque européenne de reconstruction et développement... qu'il n'occupa qu'un seul jour. Ce grade ne lui permettait toutefois pas de postuler au poste de secrétaire général (AD16). Il devait d'abord briguer celui de secrétaire général adjoint.

Selmayr aligne les planètes

Le hasard fait bien les choses. Le 31 janvier, Paraskevi Michou est nommée directrice générale de la migration et des affaires intérieures, laissant vacante sa fonction de... secrétaire générale adjointe. Il faut croire que Martin Selmayr dispose même du pouvoir d'aligner les planètes. Sans crier gare, il présente sa candidature pour ce poste. Un geste d'humilité et de professionnalisme, soutient-on du côté de la Commission qui argue que le chef de cabinet du président a de facto le statut de directeur général et qu'il aurait pu être directement nommé secrétaire général.

Mais d'aucuns remettent en question la solidité juridique d'une telle mutation. Sans doute soucieux de consolider sa place dans la ligne de succession et d'éviter toute polémique (c'est raté), Martin Selmayr choisit de passer par une procédure de recrutement. Qui semble avoir eu pour but de le recruter lui, uniquement. Déclarant d'abord qu'il y a eu *"moins de quatre candidatures"* à ce poste avant d'admettre qu'il n'y en avait que deux – le minimum requis pour que la procédure soit valide –, Alexander Winterstein ne fait qu'éveiller plus de soupçons. Par souci de respect de la vie privée, il ne peut d'ailleurs pas fournir l'identité du deuxième candidat. Le 6 mars, *"Libération"* s'en chargera : il s'agit de l'Espagnole Clara Martinez Alberola, n°2 du cabinet Juncker, qui a succédé à M. Selmayr, comme cheffe. Retirée illico presto, cette candidature bidon n'aurait servi qu'à déguiser le parachutage de *"Raspoutine"* en nomination dans les règles de l'art. *"C'était une femme de paille. Il y aurait matière à une action judiciaire... sauf qu'il n'y a pas de candidat lésé"*, considère M. Defraigne.

Une double promotion en une minute

Quinze jours plus tard – un temps record pour une telle procédure –, le 21 février, le collège des commissaires apprend la démission de M. Italianer, la nomination de Martin Selmayr en tant que secrétaire général adjoint et sa promotion immédiate en tant que secrétaire général. La nomination du *"Prince de la Nuit"* à la tête de l'administration prend moins d'une minute et n'implique cette fois aucune procédure de recrutement. Jean-Claude Juncker savait pourtant depuis des mois que M. Italianer quitterait ses fonctions en mars. Outre le président, M. Oettinger était le seul membre du collège au courant. *"Ça a été une surprise"*, admettra, le 3 mars, la Belge Marianne Thyssen, commissaire en charge de l'Emploi et des Affaires sociales, lors d'un événement du site Politico.

De quoi alimenter la rhétorique du *"coup d'Etat"*. Des jeux de pouvoir derrière des portes closes, voilà une image qui renforce celle d'une Commission – et, par association, d'une Union européenne – opaque. D'autant que Selmayr, *"c'est l'homme de l'inertie et du statu quo. Ce qu'on lui reproche le plus, c'est de nommer des gens à sa botte et d'étouffer le débat. Or, cette maison a besoin de pluralisme"*, constate M. Defraigne.

L'affaire devient le pain béni des eurosceptiques et des détracteurs de la Commission. Le quotidien britannique *"The Telegraph"* y voit une preuve du bien-fondé du Brexit. Budapest, en conflit avec l'exécutif européen, estime que le discours *"sur l'état de droit et le respect des règles n'est pas authentique quand il vient de la Commission"*. Cette dernière récupère ces réactions pour essayer maladroitement de maquiller cette polémique en attaque contre un pro-européen.

Le Parlement européen s'empare de l'affaire

1^{er} mars. Martin Selmayr s'installe sur son trône. Et prend soin d'en informer ses *"serviteurs"*, les fonctionnaires, dans un mail expliquant qu'il veut faire du secrétariat général le *"cœur et l'âme de la Commission"*.

Pendant ce temps, le Parlement européen vient mettre son grain de sel en réclamant une enquête sur cette nomination. L'Allemand Sven Giegold, du groupe des Verts ALE, figure parmi les eurodéputés s'étant emparés de l'affaire : *"Personne n'a prouvé que des règles ont été violées. Mais si elles ont été respectées, c'est la procédure qu'il faut changer car elle mine le respect à l'égard de l'institution"*. Même du côté du groupe du Parti populaire européen (PPE), dont Martin Selmayr est proche, on déplore la façon dont cette nomination a été gérée. *"Personne ne l'a défendue, même pas la délégation allemande. On comprend que ça doit être une décision politique : c'est une Commission politique, un poste politique. Mais les décisions ont été expliquées avec des réponses abracadabrantes"*, peste une source interne du parti conservateur.

Un débat sur le sujet a été inscrit à l'agenda de la plénière du Parlement, ce lundi. L'affaire n'est pas près de s'éteindre. S'embrasera-t-elle jusqu'à faire chuter la Commission Juncker ? *"Ce serait ridicule. Ma mère ne sait pas qui est Selmayr, et je devrais lui expliquer que la Commission tombe à cause d'un secrétaire général ?"*, grince la même source du PPE. Pierre Defraigne tempère : *"Pour que l'affaire pourrisse, il faudrait qu'elle prenne une dimension politique et judiciaire. Cela ne va pas arriver. Le PPE et les socialistes et démocrates (S&D) ne vont pas bouger, parce qu'ils sont ensemble dans la coalition allemande. Ça va faire 'pschiiit' au Parlement."*